

INTERVIEW

LAURENT DEGOS

PRÉSIDENT DE LA HAUTE AUTORITÉ DE SANTÉ

« Notre rôle n'est pas de rationner les soins »

Le ministre du Budget, Eric Woerth, estime que la Haute Autorité est trop lente à publier ses avis de bon usage sur les médicaments ou les actes médicaux, qui permettent de limiter les prescriptions. Que lui répondez-vous ?

Je trouve au contraire que nous avons été assez vite, et j'ai d'ailleurs écrit à Eric Woerth pour le lui dire. Il faut rappeler que ce rôle de régulation médico-économique ne nous a été confié que depuis décembre dernier. Nous venons de publier une fiche de bon usage pour les médicaments contre l'hypertension artérielle. Elle recommande aux médecins de prescrire en première intention les molécules les moins chères, les IEC. Les produits de nouvelle génération, les sartans, doivent être réservés aux patients qui tolèrent mal les IEC, ce qui n'est pas le cas actuellement. Nous allons publier dans quelques jours un référentiel sur les radiographies du crâne, de



Laurent Degos.

Nous devons aider l'assurance-maladie à dépenser mieux, mais pas forcément à dépenser moins.

l'abdomen et du thorax, qui sont trop souvent inutiles et coûtent plusieurs dizaines de millions d'euros par an. Suivront, début 2009, une nouvelle évaluation des anti-ulcéreux de la classe des inhibiteurs de la pompe à protons, ainsi que des statines, contre le cholestérol.

Pourquoi cela prend-il autant de temps ?

Il faut un certain temps si on veut garder une approche scientifique, concertée et transparente. Nous ne voulons pas prendre des décisions arbitraires ! Il faut éva-

luer les expertises, confronter notre analyse à celle du laboratoire pharmaceutique qui commercialise le médicament... Dans certains cas, l'analyse est relativement rapide, par exemple, pour les médicaments contre l'hypertension non compliquée, où les deux catégories de produits ont la même efficacité. C'est plus délicat lorsque la molécule de nouvelle génération, plus chère, est aussi plus efficace. Tout cela ne peut pas se décider à la va-vite.

Au-delà de la rapidité de votre travail, le gouvernement vous reproche de ne pas aller assez loin dans votre nouveau rôle de régulateur, qui doit associer le médical et l'économique...

A chacun son rôle. Nous devons aider l'assurance-maladie à dépenser mieux, mais pas forcément à dépenser moins. Notre responsabilité, c'est de rationaliser l'offre de soins, pas de la rationner, même si le gouvernement aimerait parfois que nous allions plus loin. Au gouvernement et à l'assurance-maladie, ensuite, de faire appliquer nos recommandations afin qu'elles se traduisent par des économies, tout en préservant la qualité des soins.

PROPOS RECUEILLIS PAR
VINCENT COLLEN